

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

du

van

MARDI 17 AVRIL 2007

DINSDAG 17 APRIL 2007

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions et interpellations est ouverte à 16 h 37 par M. François-Xavier de Donnea, président.

01 Question de Mme Maggie De Block au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la réduction de cotisations patronales pour les travailleurs dans la culture des champignons" (n° 14874)

01.01 Maggie De Block (VLD) : La concurrence des pays d'Europe centrale nuit énormément au secteur de la culture des champignons. Afin de renforcer la compétitivité, il a été prévu dans l'accord interprofessionnel (AIP) d'appliquer une réduction des cotisations patronales pour le personnel occupé dans ce secteur. Cette réduction a été inscrite dans la loi mais n'est pas encore d'application, car le gouvernement fédéral n'a encore promulgué aucun arrêté à ce jour. Dans l'hebdomadaire *Boer en Tuinder* du 23 mars dernier, le président du Boerenbond reproche au gouvernement qu'il n'estime pas urgent de prendre des mesures en faveur de ce secteur.

Pourquoi l'arrêté relatif à la réduction des cotisations patronales n'a-t-il pas été promulgué ? Sera-t-il publié dans les meilleurs délais ? De combien de travailleurs et de quel montant s'agit-il ? Que pense le ministre du reproche du Boerenbond ?

01.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Je demanderai à mon département une estimation du nombre exact des travailleurs occupés dans le secteur de la culture des champignons et de me transmettre les montants. Le gouvernement a pris plusieurs décisions car il s'agit d'un dossier urgent. Dans le projet de loi portant exécution de l'AIP 2007-2008, le gouvernement a proposé de mettre en œuvre une exonération du versement du précompte professionnel pour les travailleurs occupés dans le secteur de la culture des champignons à concurrence de 6 % de la rémunération brute. Il a pris cette mesure à la demande pressante des partenaires sociaux intersectoriels. Celle-ci a été approuvée en commission des Finances la semaine dernière mais elle doit encore être adoptée en séance plénière de la Chambre ainsi que par la Commission européenne. Ce n'est qu'à ce moment-là que le Roi pourra déterminer la date d'entrée en vigueur.

L'incident est clos.

02 Interpellation de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la perception des amendes pénales" (n° 1070)

02.01 Carl Devlies (CD&V) : Il y a quelques semaines, nous avons reçu un rapport de la Cour des comptes à propos du recouvrement des amendes pénales. La Cour des comptes avait déjà attiré l'attention sur les problèmes dans ce domaine en avril 2000. Elle constate à présent que sept ans plus tard, ses recommandations restent d'actualité en dépit des mesures annoncées par l'administration et le ministre. Seulement 25 à 52 % des amendes infligées par un tribunal correctionnel sont acquittées. Ce chiffre se situe entre 43 et 62 % pour les amendes infligées par les tribunaux de police. On observe par ailleurs de grandes différences régionales en ce qui concerne l'exécution forcée par huissier de justice.

Les rapports d'activité de l'administration des Finances n'incluent aucune information à ce sujet. Les seules informations concernant la perception des amendes sont celles recueillies par la Cour des comptes et par le

biais de questions parlementaires. La Cour des comptes considère à juste titre ces dernières informations comme fragmentaires et peu fiables. Il a en effet pu être inféré de réponses fournies à des questions orales antérieures que dans 75 % des dossiers, les amendes sont effectivement perçues et que ces perceptions représentent la moitié du montant total des amendes pénales. Il ressort de l'audit récent de la Cour des comptes que le taux de perception ne représente que 50 % du nombre de dossiers et 30 à 40 % du montant total.

La principale recommandation de la Cour des comptes concerne la création d'une instance centrale pour le recouvrement des amendes pénales. Cette idée était déjà inscrite dans les textes du super-Conseil des ministres Sécurité de mars 2004 mais on n'a pas encore dépassé le stade des groupes de travail.

Quelle est la recette totale des amendes pénales en 2005 et en 2006 ? Voici plusieurs questions auxquelles je souhaiterais obtenir une réponse, par bureau de recettes et par an : combien de dossiers ont-ils dû être traités et pour quels montants globaux ? Quel pourcentage a-t-il été perçu intégralement, partiellement ou pas du tout ? Dans combien de dossiers a-t-on estimé qu'il s'agissait de dossiers non recouvrables ? Dans combien de dossiers et pour quels montants globaux a-t-on procédé à un recouvrement forcé par l'intermédiaire d'un huissier ? Combien de receveurs se chargent-ils du recouvrement ? Quel est le délai moyen dans lequel un dossier relatif à une amende est transmis aux greffes ? Quels bureaux de recettes se voient-ils adresser cette information par la voie électronique ? Lesquels reçoivent-ils un calcul détaillé du montant à récupérer ? Une même procédure est-elle mise en œuvre partout ? Le cas échéant, comment expliquer les différences ? Quelles mesures seront-elles prises par la Documentation du patrimoine ? Le ministre est-il partisan d'une centralisation selon le modèle néerlandais ?

02.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : La documentation patrimoniale perçoit des amendes diverses. Outre les transactions et les perceptions immédiates, il y a les amendes et les condamnations prononcées par les cours et les tribunaux. Les recettes brutes des amendes prononcées par les cours et les tribunaux se sont montées à 52.888.414 euros en 2005 et à 55.858.811 euros en 2006 mais il s'agit de chiffres provisoires. Je communique à M. Devlies un tableau comprenant la répartition annuelle par bureau des recettes et les montants annuels perçus par l'entremise d'un huissier de justice.

D'une manière générale, un receveur est chargé par arrondissement judiciaire de la perception des amendes pénales, à l'exception de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde où est opérée une répartition entre trois bureaux. Il n'y a pas de bureau des recettes des domaines et des amendes spécifique dans l'arrondissement d'Eupen, les bureaux de l'enregistrement d'Eupen et de Saint-Vith étant compétents en l'occurrence.

Tous les bureaux chargés des recouvrements reçoivent les mêmes instructions.

L'idée d'un bureau d'encaissement central, tel qu'il existe aux Pays-Bas, fait son chemin depuis longtemps déjà. Mais nos voisins disposent d'un arsenal légal impressionnant pour amener les débiteurs à payer, de même que d'une excellente infrastructure TIC et d'un effectif d'un millier de collaborateurs environ. Cette situation fait fantasmer certains. Il existe néanmoins un service de ce type en Belgique, l'administration des perceptions non fiscales. Depuis Coperfin, des réunions entre les cabinets de la Justice et des Finances ont donné lieu à l'insertion d'un certain nombre de dispositions dans la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses. Des réunions ont été organisées avec les représentants des parquets, avec la hiérarchie du service TIC de la Justice et avec la Chambre nationale des huissiers de justice en vue de promouvoir l'échange de données et la coopération dans le domaine des TIC. Lors du conclave budgétaire du mois de mars 2007, le Conseil des ministres a souligné que les services publics concernés doivent mettre l'échange de données en œuvre le plus rapidement possible.

Actuellement, douze bureaux seulement reçoivent un extrait des jugements par courrier électronique ou disquette. Deux de ces bureaux reçoivent les extraits du tribunal correctionnel par la voie électronique et un seul reçoit également sous cette forme ceux d'une cour d'appel. Ces trois bureaux ne peuvent dès lors faire des extraits qui leur sont communiqués qu'un usage très limité.

Il est prévu d'améliorer le recouvrement, d'affiner les procédures et d'optimiser la collaboration entre tous les acteurs de la chaîne. Si les négociations avec les huissiers de justice se concluent sur un constat positif, les résultats en seront visibles à très bref délai. Mais les améliorations au niveau des Finances ne résoudront pas les problèmes de la Justice car, exception faite pour les tribunaux de police, l'échange d'informations par

la voie électronique est loin d'être idéal. Il faut conjointement procéder à l'automatisation. Le projet STIMER n'a été lancé aux Finances qu'en janvier 2007. Il faut en attendre les résultats. Par ailleurs, une plate-forme de concertation entre les Finances et la Justice doit être mise en place.

02.03 Carl Devlies (CD&V) : Le ministre doit admettre que peu de réalisations ont été accomplies ces sept dernières années. La nécessité de créer une plate-forme de concertation avait déjà été mise en évidence il y a sept ans. Le président de la sous-commission « Cour des comptes » a tenté sans succès de réunir les responsables des départements de la Justice et des Finances. Une réunion a eu lieu avec chaque département individuel. En définitive, les deux départements déclinent toute responsabilité et s'imputent mutuellement l'échec.

Le projet STIMER ne sera opérationnel que dans six ans, soit treize ans après le premier avis formulé par la Cour des comptes.

Il ressort également de l'audit de la Cour des comptes que personne ne rend des comptes au département des Finances, ce qui est pourtant nécessaire à la gestion du processus. Le ministre doit y veiller. Personne n'est au courant de ce qui se passe aux échelons inférieurs, personne n'est en définitive responsable.

Les avis de la Cour des comptes ont donc été ignorés pendant sept ans. Les départements des Finances et de la Justice sont tous deux en défaut. Je dépose dès lors une motion de recommandation.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Carl Devlies et est libellée comme suit:

"La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Carl Devlies
et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Finances,
invite le ministre
- à instaurer un organisme central de recouvrement;
- à faire figurer au rang des priorités le recouvrement des amendes pénales;
- à élaborer un système intégré d'information et de rapportage;
- à instaurer une procédure uniforme de recouvrement."

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Marie-Christine Marghem et par MM. Luc Gustin, Luk Van Biesen et Jacques Chabot.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

02.04 Luk Van Biesen (VLD) : J'aimerais expliciter quelque peu la motion pure et simple. Nous avons débattu de ces questions en long et en large en sous-commission « Cour des comptes ». Le rapport, qui a été adopté aujourd'hui et sera examiné par notre commission la semaine prochaine, comporte des éléments qui contribueront à améliorer le fonctionnement qualitatif de l'administration, la coordination des deux départements et, in fine, la perception des amendes patrimoniales.

03 Question de Mme Muriel Gerkens au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'évaluation du SECAL sur base du rapport 2005" (n° 14936)

03.01 Muriel Gerkens (ECOLO) : Le 7 mars dernier, nous avons entendu le président de la commission d'évaluation du SECAL au sujet du rapport 2005. Il a confirmé que trop peu d'enfants ont accès aux avances sur créances impayées en raison du plafond de revenu imposé par la loi.

Par ailleurs, votre gouvernement a décidé d'octroyer, par le biais des allocations familiales, vingt euros supplémentaires aux familles monoparentales dont les revenus sont inférieurs à 1.152 euros. On en revient au problème du plafond susmentionné.

Je voulais vous demander s'il ne conviendrait pas de remplacer cette mesure par la suppression du plafond de revenus donnant accès aux avances sur créances alimentaires. Le gouvernement a cependant entre-temps confirmé son choix et refusé d'augmenter le seuil de ce plafond.

Une étude en vue d'estimer le financement nécessaire à répondre aux besoins réels des familles concernées ne devrait-elle pas être commandée ? Tant que l'on n'aura pas une telle étude, je pressens qu'il n'y aura pas d'avancées. En s'y prenant dès maintenant, tout pourrait être prêt pour améliorer le financement du SECAL dès janvier 2008.

03.02 Didier Reynders, ministre (*en français*) : Les conditions d'octroi d'avances sur pensions alimentaires relèvent du débat législatif.

Pendant des années, on a tenté de mettre en place un service des créances alimentaires en s'adressant à différents ministres sans que le dossier ne progresse. J'ai donc proposé que l'on utilise les services du département des Finances.

J'entends souvent dire que les pouvoirs locaux sont submergés de tâches que le fédéral leur impose. Je constaterai que, dans ce cas-ci, c'est l'inverse.

La suppression du plafond de revenus aurait des conséquences budgétaires. Si le plafond augmentait, le coût des avances serait évidemment plus important. Certains disent que l'on devrait récupérer plus facilement auprès du débiteur des sommes mais ce n'est pas certain car les montants seraient plus élevés.

Je suis ouvert au débat mais il n'existe pas de majorité pour aller dans cette voie d'ouverture complète et c'est la raison pour laquelle j'ai proposé d'avancer avec les plafonds.

Il est dommage de considérer que le SECAL fonctionnerait mal parce qu'il n'octroie pas des avances à des personnes qui ont des revenus plus élevés. Ce n'est pas un problème de fonctionnement du service mais une décision politique à prendre.

Pour les données que vous évoquez, le SECAL ne possède pas l'ensemble des informations.

Quant à l'augmentation de vingt euros des allocations familiales pour les familles monoparentales, je vous avoue que je suis mal à l'aise. Nous avons fait le choix d'augmenter de vingt euros les allocations familiales pour ne pas laisser de côté des familles monoparentales qui ne sont pas concernées par une séparation juridique ayant entraîné des conséquences en matière de créances alimentaires.

Je suis ouvert à une étude universitaire. La Chambre pourrait peut-être aussi y participer. La commission d'évaluation pourra peut-être dégager un budget.

03.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : J'ai toujours été horrifiée par ce plafond. Nous avons eu beaucoup de mal à accepter la position des familles socialistes francophone et néerlandophone qui ont exigé ce plafond qui est maintenant reproché au SECAL.

L'étude est indispensable pour parvenir à modifier le système. Apparemment, du côté des représentants politiques, certaines résistances persistent.

Ma proposition de supprimer le plafond vise à éviter une hypocrisie, certaines familles se voyant exclure à la fois de l'avance sur pension alimentaire et des vingt euros d'allocations familiales supplémentaires.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Simonne Creyf au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le plan de rénovation du Conservatoire royal de Bruxelles" (n° 14999)

04.01 Simonne Creyf (CD&V) : Le Conservatoire royal de Bruxelles, qui est hébergé dans un bâtiment qui constitue une perle architecturale et jouit d'une renommée internationale, a une fois de plus attiré l'attention du gouvernement fédéral sur l'état pitoyable de la grande salle de concert. Récemment, un concert a même été arrêté en raison d'infiltrations d'eau. L'exécution des projets de restauration existants semble être rendue difficile par le morcellement des compétences et la complexité du dossier.

Le porte-parole de la Régie des Bâtiments – qui gère la salle de concert – a récemment affirmé qu'une concertation avec les Communautés serait organisée en avril. Cette concertation a-t-elle déjà eu lieu ? Un accord a-t-il été conclu ? Quand la rénovation débutera-t-elle ? Quelle sera la durée des travaux ? Quel budget sera dégagé ? Existe-t-il des solutions de rechange pour que les activités du Conservatoire puissent se dérouler le plus normalement possible pendant la rénovation ?

04.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Avant toute concertation avec les Communautés, mes services souhaitent examiner les pistes de réflexion susceptibles de mener à une solution juridique, administrative, technique et financière. Ils aimeraient en outre avoir une idée globale de l'ampleur de l'opération. Actuellement, il est procédé à l'établissement de contacts et à la collecte d'informations.

Si un accord écrit est conclu ultérieurement avec les Communautés à propos du statut juridique du conservatoire, les travaux préparatoires en vue d'une restauration complète pourront être entamés. Il faudra constituer une équipe d'étude chargée d'établir un *masterplan* pour l'ensemble du site. L'étude devrait prendre une année. Le délai requis pour la restauration complète du site en plusieurs phases pourra ensuite être fixé. En attendant, des travaux pourront éventuellement déjà être réalisés, sans hypothéquer l'affectation future du bâtiment, telle la restauration de la toiture et des façades classées.

Les travaux seront réalisés par phases dans le souci d'entraver le moins possible le fonctionnement des deux conservatoires. Ceux-ci pourront utiliser pour les besoins de leur enseignement les filiales situées rue de la Régence. Pour les concerts, il est envisagé de faire appel, entre autres, au Bozar et au MRBA.

J'ai eu des contacts avec le président de la commission au sein de laquelle sont représentées les deux Communautés et je me suis étonné de leur réaction. Les points de vue en présence sont très divergents.

04.03 Simonne Creyf (CD&V) : La rénovation avait été annoncée il y a plusieurs années déjà mais nous n'avons toujours pas progressé d'un iota. Je comprends très bien l'impatience des acteurs de terrain. Ce dossier complexe ne peut être résolu qu'en concertation et avec beaucoup de bonne volonté. Les plus de 7.000 signatures récoltées dans l'intervalle par l'ASBL Conservamus par le biais d'une pétition en disent long. Il faut espérer que les autorités disposeront rapidement d'un plan réalisable.

Le président : En tant que Bruxellois, je partage les soucis de Mme Creyf. En tout cas, avant le prochain concours Reune Elisabeth, il faudrait boucher le toit au-dessus de la salle de concert, et y donner un coup de peinture ! Je n'ose plus m'y rendre, car je suis gêné en présence de visiteurs étrangers, pour l'image de la Belgique !

Le président : Il est normal que l'étude globale prenne un an mais les mesures à prendre ne présentent pas toutes le même degré d'urgence !

L'incident est clos.

05 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'informatisation de la documentation patrimoniale" (n° 15000)

05.01 Carl Devlies (CD&V) : Depuis le 13 janvier 2003, les fonctionnaires du cadastre doivent enregistrer les actes électroniquement, une opération qui se faisait manuellement auparavant. Est-il exact que les données électroniques des actes enregistrés ces trois dernières années par le biais du système LoCo on été perdues lors du passage au programme FUN (Fiche à numéro unique) ? N'a-t-on pas pris la précaution de

réaliser des copies de sauvegarde ? Comment contrôle-t-on dès lors les conditions applicables aux petites entreprises ? L'administration est-elle responsable du passage au système FUN ou cette responsabilité incombe-t-elle à une entreprise privée ?

05.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Les fonctionnaires des bureaux de l'enregistrement traitent les actes au moment de l'enregistrement. Les informations cadastrales sont ensuite adaptées automatiquement par le biais du programme FUN. Si des manipulations ultérieures sont requises, le système envoie le dossier aux fonctionnaires par la voie électronique.

Aucune donnée n'a été perdue lors du passage de LoCo à FUN. Les copies de sauvegarde ont été réalisées du 3 au 5 juin 2006, le personnel des TIC-Finances assurant la conversion par phases. Il a été procédé à cette occasion aux tests requis. L'absence de telles mesures de précaution aurait trahi un manque de professionnalisme.

Le respect des conditions définies à l'article 53,2° du Code des droits d'enregistrement peut aisément être contrôlé pour tout dossier postérieur au 13 janvier 2003. Le contrôle, ainsi que les autres vérifications, se font automatiquement sur la base des données de FUN, après comparaison avec d'autres banques de données. Les dossiers dans lesquels des droits complémentaires sont dus sont automatiquement enregistrés dans le programme RESPO qui permet au receveur compétent de gérer et de suivre électroniquement les dossiers de recouvrement.

L'incident est clos.

06 **Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la séance plénière du groupe pilote en matière de sources innovantes de financement du développement qui s'est tenue à Oslo" (n° 15004)**

06.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit) : La Belgique était également représentée lors de la deuxième réunion plénière du groupe pilote consacré aux sources de financement innovantes, les 6 et 7 février 2007 en Norvège. Notre pays a adopté la taxe Tobin – une source de financement innovante – en 2004 mais pour son instauration, il faut attendre les autres États membres de l'Union européenne. La Chambre a adopté en 2005 une résolution invitant le gouvernement à nouer tous contacts bi- et multilatéraux pour convaincre d'autres pays de l'utilité de cette taxe.

Qui a représenté le gouvernement belge en Norvège ? De quel mandat les représentants étaient-ils revêtus ? À quels groupes de travail ont-ils participé ? Quelles propositions ont-ils faites ? Ont-ils mis en évidence l'adoption de la taxe Tobin par notre pays ? Comment ont-ils tenté de convaincre les autres pays d'instaurer également une taxe Tobin ?

06.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Les 6 et 7 février 2007 s'est déroulée la deuxième réunion plénière du groupe pilote consacré aux sources innovantes de financement du développement. La Belgique y était représentée par un fonctionnaire du SPF Finances Trésorerie et un fonctionnaire du département de la Coopération du développement.

Un large éventail de mécanismes de financement pouvant être qualifiés de plus ou moins innovants ont été analysés lors de cette conférence. Il s'agit notamment de la cotisation de solidarité sur les billets d'avion et d'une taxe sur les transactions de change. Les représentants belges ont participé aux *workshops* sur les *Advanced market commitments* et les *Remittances*. La législation belge relative à la taxe sur les transactions de change est suffisamment connue à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne. L'Italie a même déclaré lors de cette conférence qu'elle allait instaurer une législation semblable en la matière.

06.03 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit) : Je regrette que les deux représentants belges aient choisi de participer à ces deux *workshops*. Ils auraient dû appliquer la résolution adoptée par la Chambre et, par conséquent, participer au groupe de travail Tobin. Le dernier rapport de la Banque des règlements internationaux indique qu'il y a quelques années, le montant annuel des opérations de change s'élevait à 1.900 milliards d'euros. Selon des spécialistes, nous atteindrons bientôt un montant quotidien moyen d'opérations de change de 3.000 milliards d'euros.

En conclusion, je vous donne lecture d'un extrait de l'éditorial de *L'Écho* du 13 avril 2007 : « (...) confirmation que les devises sont devenues une catégorie d'actives à part entière et l'objet de pratiques spéculatives qui, si on n'y prend pas garde, au vu des volumes charriés relèguent un jour au rang de gentilles anecdotes la taxe spéculative de George Soros contre la livre sterling de 1992. »

Quand réalisera-t-on enfin qu'il faut limiter les opérations de change spéculatives ? La taxe Tobin constitue un pas dans la bonne direction et une source innovante pour le financement des défis entre le Nord et le Sud. Au début de la prochaine législature, je déposerai une nouvelle proposition de résolution dans laquelle j'essaierai de convaincre les nouveaux ministres des Finances et de la Coopération au développement de plaider activement sur la scène internationale en faveur de l'instauration de la taxe Tobin.

L'incident est clos.

07 Interpellation de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le suivi des dossiers QFIE" (n° 1078)

07.01 Carl Devlies (CD&V) : La question du délicat point de tangence entre les départements des Finances et de la Justice se pose une fois de plus. Les dossiers relatifs à la quotité forfaitaire d'impôt étranger (QFIE) ont une incidence financière importante parce qu'en raison de la prescription, l'État belge risque de perdre plusieurs centaines de millions d'euros.

Le président de la commission des Finances a déjà interrogé la ministre de la Justice à ce sujet. Cette matière concerne également le ministre des Finances, puisqu'il s'agit d'une créance du SPF Finances qui était initialement adressée à quatorze banques différentes. Le fisc a déposé une plainte en 1995, moment auquel le délai de prescription de dix ans a pris effet. Neuf des quatorze dossiers ont été classés. Selon la chambre du conseil de Bruxelles, deux dossiers sont prescrits. Trois dossiers sont encore pendants.

Le juge d'instruction bruxellois, M. Van Espen, a déclaré qu'en raison du manque d'enquêteurs, un certain nombre de dossiers n'ont jamais été examinés à fond. La ministre de la Justice assume donc certainement une responsabilité politique en la matière mais le ministre des Finances devait lui aussi suivre le dossier après la plainte déposée en 1995.

Quelles initiatives a-t-on prises ces dernières années pour veiller à ce que le département de la Justice et le parquet de Bruxelles accordent une attention suffisante à ces dossiers pour éviter la prescription ? Le parquet s'est pourvu en appel. Il est anormal que neuf dossiers soient classés purement et simplement. Dans les cinq autres dossiers, on risque la prescription. Il s'agit d'une affaire impliquant des mécanismes de fraude utilisés par de grandes institutions financières. L'enjeu est important pour l'État belge. Quelle est la position du ministre des Finances en ce qui concerne cette affaire ?

07.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Il n'appartient pas au ministre des Finances de s'exprimer à propos de la manière dont le parquet de Bruxelles assure le suivi des enquêtes judiciaires menées dans le cadre de la QFIE. Je souhaite malgré tout apporter quelques précisions.

L'Italie et la Corée n'ont transmis aucune information au parquet belge en ce qui concerne les mécanismes de la QFIE, contrairement à l'Uruguay. Aucune plainte n'a été déposée à propos des banques qui mettent en place ces mécanismes en Italie ou en Corée, ni en ce qui concerne les banques organisatrices, ni en ce qui concerne les entreprises qui acquièrent les produits fiscaux contestés. En revanche, une enquête a été menée à partir de 1997 à l'initiative du parquet de Bruxelles. En ce qui concerne mon département, il n'a jamais été question d'un quelconque échange d'informations. Les faits sont antérieurs à mon entrée en fonction au poste de ministre.

Afin de garantir un traitement harmonisé de l'ensemble des dossiers, l'administration a mis en place un groupe d'appui composé d'une vingtaine de fonctionnaires pour régler le contentieux relatif à la QFIE. Ce groupe centralise la consultation des dossiers des enquêtes judiciaires et gère le contentieux relatif à la QFIE impliquant environ 400 entreprises qui font usage de ces mécanismes. À l'initiative de ce groupe d'appui, des plaintes pénales supplémentaires ont déjà été déposées à propos de quelques dossiers de contribuables qui ont eu recours à ces mécanismes.

Le 14 mars 2007, le parquet de Bruxelles a effectivement interjeté appel de la décision du 6 mars 2007 de la chambre du conseil du tribunal de première instance de Bruxelles. Le SPF Finances a donc bel et bien pris une série de mesures.

07.03 Carl Devlies (CD&V) : Les informations relatives à l'Italie et à la Corée sont nouvelles pour moi. Les dossiers relatifs à l'Uruguay ont fait partie de la plainte en 1995 et les autres dossiers sont venus s'y ajouter ultérieurement. Je suppose que le département des Finances partageait l'avis du parquet dans ces dossiers. J'ose quand même espérer que le département des Finances n'a pas fait de distinction dans l'examen des dossiers des trois pays.

07.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : J'ai simplement dit qu'en 1997, les dossiers relatifs à l'Italie et à la Corée ne pouvaient être examinés que sur la base d'une initiative du parquet lui-même, et non sur la base de plaintes ou d'échanges d'informations provenant des Finances. Je n'étais pas encore responsable de ce département à ce moment-là.

07.05 Carl Devlies (CD&V) : Une équipe de vingt fonctionnaires constitue un soutien logistique très important de la part du département des Finances. Je suis d'autant plus étonné que neuf des quatorze dossiers aient été classés sans suite et que le juge d'instruction déclare que ces dossiers n'ont pas été traités faute d'enquêteurs. L'examen des cinq autres dossiers est tellement lent qu'il y a risque de prescription. Comme d'autres membres de la commission, j'espère que le recours contre l'ordonnance de la Chambre du conseil aboutira. Étant donné l'importance des intérêts financiers en jeu pour l'État belge, je déplore que l'enquête traîne à ce point.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Carl Devlies et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de M. Carl Devlies

et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Finances,

- constate que le ministre des Finances n'a pas assuré un suivi suffisant du traitement par les parquets d'un certain nombre d'importants dossiers de fraude fiscale, et plus particulièrement ceux concernant des constructions frauduleuses impliquant la quotité forfaitaire d'impôt étranger;

- estime que le ministre des Finances porte à cet égard une responsabilité politique."

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Marie-Christine Marghem et par MM. Luc Gustin, Luk Van Biesen et Jacques Chabot.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

08 Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la légalité de la taxation du secteur agricole et les conséquences du système européen" (n° 15010)

08.01 Jacques Chabot (PS) : Vous avez décidé que le montant des primes et indemnités soumises au taux de taxation distinct de 16,5% à déclarer pour 2005 par les agriculteurs imposés selon les bases forfaitaires de taxation sera le même que le montant déclaré en 2004. Si le montant de 2004 est supérieur à celui de 2005, c'est le montant de 2005 qui sera pris en considération.

Est-il permis, dans le système des forfaits, de s'écarter de règles légales telles que celle qui veut que l'impôt soit établi sur les revenus recueillis au cours de la période imposable ?

Quels sont les éléments du nouveau système européen qui ont justifié votre décision ?

08.02 Didier Reynders, ministre (*en français*) : Dans le nouveau système européen, ma décision se base sur la modification des règles et modalités d'octroi de certaines primes agricoles, à savoir l'instauration du régime de paiement unique.

L'incident est clos.

09 Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le non-paiement des arriérés suite à une réussite d'examens organisés par le SPF Finances" (n° 15011)

09.01 Jacques Chabot (PS) : Un examen de vérificateur principal et un test de « formation certifiée » ont été organisés par votre département. Est-il exact que certains de vos agents ont dû passer le test alors qu'ils savaient qu'ils avaient réussi l'examen d'accession au grade d' « expert fiscal » ?

Il me revient également que les personnes qui ont échoué ont conservé leur prime de formation jusqu'en septembre 2006 mais que le montant de la prime de formation a été déduit de l'allocation de compétence de ceux qui ont réussi. Quelles sont les raisons légales ou réglementaires qui justifient cette déduction ? Le 6 novembre 2006, les agents qui ont réussi ont reçu un ordre de service pour une mise en compétition en vue d'une promotion par avancement de grade en tant qu'experts fiscaux à l'administration des Contributions directes. Or, la nouvelle échelle ne leur a été appliquée qu'à partir du 1^{er} février 2007. Quelles sont les mesures que vous pourriez envisager pour remédier à cette situation qui me semble injuste ?

09.02 Didier Reynders, ministre (en français) : Le remboursement d'une partie des primes de formation trouve son fondement juridique dans l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989. Par ailleurs, les dispositions réglementaires prévoient que les lauréats de l'examen de vérificateur principal sont nommés dans un emploi vacant lié au grade d'expert fiscal, étant donné que les agents concernés ont effectivement exercé leur nouvelle fonction dans leur nouvel emploi au 1^{er} février 2007. Ils ont été nommés à cette date de prise de fonction. Il n'existe aucune base légale qui permettrait le paiement d'arriérés pour la période qui précède la prise effective de leur fonction.

L'incident est clos.

10 Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le recours aux services du bureau d'avocats de M. Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB" (n° 15020)

10.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : J'ai soumis cette question par écrit aux divers ministres concernés le 27 février dernier. Certains ne m'ayant toujours pas répondu, je la réitère aujourd'hui dans le cadre des questions orales.

J'aimerais savoir à combien de reprises au cours de la période 2003-2006 le ministre Reynders a fait appel au cabinet d'avocats de M. Marc Uyttendaele et connaître le montant des honoraires payés à ce cabinet. Le ministre ne doit pas avoir peur de répondre. Qu'il sache que le ministre Onkelinx, qui entretient pourtant des liens particuliers avec ce cabinet a, quant à elle, répondu sans la moindre hésitation à la même question.

10.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Pendant la période concernée, le SPF Finances n'a pas recouru aux services du cabinet d'avocats de Maître Uyttendaele.

10.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : J'ai posé cette question dans diverses commissions et je suis frappé de constater que les ministres qui n'ont jamais fait appel aux services de ce cabinet sont principalement des ministres du MR.

L'incident est clos.

11 Question de M. Luk Van Biesen au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'interprétation de l'exonération fiscale des prix et subsides payés ou attribués à des savants, écrivains ou artistes" (n° 15053)

11.01 Luk Van Biesen (VLD) : L'article 53 de l'arrêté royal d'exécution du CIR 1992 dresse la liste des institutions entrant en ligne de compte pour l'exonération visée à l'article 90 du CIR. Les prix et subsides octroyés à des savants, des écrivains et des artistes sont exonérés des impôts sur les revenus pour la tranche dépassant 3.250 euros s'il est satisfait à certaines conditions. La liste des institutions agréées figurant au deuxième alinéa de l'article 53 de l'arrêté royal pose cependant un problème d'interprétation.

L'article stipule que les Communautés et Régions sont agréées. Que faut-il entendre par cette disposition ? Englobe-t-elle l'ensemble des agences et organismes publics ressortissant aux Communautés et Régions ou ne s'agit-il que des institutions explicitement mentionnées dans l'article ? Dans ce dernier cas de figure, quelle procédure les autres organismes et agences doivent-ils suivre pour être pris en considération concernant cette exonération ?

11.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : À l'article 53 de l'arrêté royal, il faut entendre par "Communautés" et "Régions" les personnes morales de ces entités, à savoir par exemple la personne morale "Vlaamse Gemeenschap" et la personne morale "Vlaams Gewest". Les institutions fondées par ces dernières et disposant de leur propre personnalité juridique ne sont dès lors pas visées par ces dispositions.

Un organisme ne figurant pas encore sur la liste de l'arrêté royal et désirant être pris en considération pour l'exonération fiscale doit pour ce faire introduire une demande d'agrément auprès du ministre des Finances. Les institutions dont l'enquête administrative établit la conformité aux conditions seront incluses dans la liste de l'arrêté royal.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- M. Luc Gustin au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la déduction pour capital à risque" (n° 15064)
- M. Luc Gustin au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la déduction pour capital à risque" (n° 15065)
- M. Luc Gustin au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la déduction pour capital à risque" (n° 15066)

12.01 **Luc Gustin** (MR) : Vous avez dit que pour un bien immobilier partiellement utilisé à des fins professionnelles et privées, la déduction pour capital à risque peut s'appliquer à la valeur comptable nette de la partie utilisée à des fins professionnelles. Pouvez-vous me confirmer que celle-ci s'applique également dans le cas où le rez-de-chaussée d'un immeuble est entièrement utilisé à des fins professionnelles et où les étages supérieurs le sont à des fins privées ?

Par ailleurs, dans certains cas, une filiale bénéficiaire d'un groupe international pourrait avoir intérêt à ne pas revendiquer l'entière de la déduction pour capital à risque à laquelle elle aurait droit. Pouvez-vous confirmer qu'une entreprise est en droit de ne pas revendiquer l'entière de sa déduction ? Pouvez-vous m'indiquer quel sera le traitement futur de la quotité de la déduction qui n'aura pas été revendiquée ?

L'article 205 quater, §6, CIR 92 stipule que le taux de la déduction pour capital à risque est majoré de 0,5 % pour les sociétés qui sont considérées comme petites conformément à l'article 15 du Code des sociétés. Sur base de quels critères une société est-elle considérée comme « petite » ?

12.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*) : Pour établir la base de calcul de la déduction pour capital à risque, on ne tient compte que de la valeur comptable de la partie des biens immobiliers qui n'est d'aucune manière utilisée à des fins privées. L'appréciation de cette notion relève des faits propres à chaque situation.

Si une société ne revendique pas au cours d'un exercice d'imposition la déduction pour capital à risque, celle-ci peut être reportée sur un exercice ultérieur.

En réponse à la troisième question, les critères à prendre en considération sont ceux fixés à l'article 15, § 1^{er} du Code des sociétés. À savoir que pas plus d'une des limites suivantes ne doit être dépassée pour le dernier ou l'avant-dernier exercice comptable clôturé : 50 travailleurs occupés en moyenne annuelle ; 7.300.000 euros de chiffre d'affaires annuel hors TVA et bilan total de 3.650.000 euros, et pour autant que le nombre de travailleurs occupés en moyenne annuelle ne dépasse pas 100. Ces critères doivent s'apprécier compte tenu des § 2 à 5 de l'article 15 du Code des sociétés.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 18 h 02.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 16.37 uur. De vergadering wordt voorgezeten

door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de korting voor werkgeversbijdragen in de champignonsector" (nr. 14874)

01.01 Maggie De Block (VLD): De champignonsector lijdt sterk onder de concurrentie vanuit Centraal-Europa. Om de concurrentiepositie te versterken is men bij het interprofessioneel akkoord (IPA) overeengekomen om een korting toe te passen op de werkgeversbijdragen voor het personeel dat in deze sector werkt. De korting werd in de wet ingeschreven, maar is nog niet van kracht, omdat de federale regering totnogtoe geen besluit uitvaardigde. In *Boer en Tuinder* van 23 maart verwijt de Boerenbondvoorzitter de regering dat ze het niet dringend vindt om iets voor deze sector te doen.

Waarom is het besluit over de korting uitgebleven? Komt er snel een publicatie? Over hoeveel werknemers en om welk bedrag gaat het? Hoe reageert de minister op het verwijt van de Boerenbond?

01.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik zal mijn departement een raming vragen van het precieze aantal werknemers in de champignonsector en de bedragen opvragen. Omdat het een dringend dossier is, heeft de regering een aantal beslissingen genomen. In het wetsontwerp houdende uitvoering van het IPA 2007-2008 stelde de regering voor een vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing door te voeren voor de werkgevers in de champignonsector ten bedrage van 6 procent van de brutobezoldiging. Dit gebeurde op aandringen van de intersectorale sociale partners. De maatregel werd vorige week goedgekeurd in de commissie Financiën, maar moet nog aangenomen worden in de plenaire vergadering van de Kamer, alsook door de Europese Commissie. Pas dan kan de Koning de inwerkingtreding bepalen.

Het incident is gesloten.

02 Interpellatie van de heer Carl Devlies tot de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de invordering van de penale boeten" (nr. 1070)

02.01 Carl Devlies (CD&V): Enkele weken geleden ontvingen wij een rapport van het Rekenhof over de invordering van de penale boeten. In april 2000 wees het Rekenhof al op de pijnpunten ter zake. Het stelt nu vast dat zijn aanbevelingen na zeven jaar nog even actueel zijn, hoewel de administratie en de minister maatregelen hadden aangekondigd. Slechts 25 tot 52 procent van de boetes opgelegd door een correctionele rechtbank worden betaald. Voor de politierechtbanken is dat 43 tot 62 procent. Er zijn ook grote regionale verschillen wat de gedwongen uitvoering via een gerechtsdeurwaarder betreft.

In de activiteitenverslagen van de administratie van Financiën is daarover geen informatie te vinden. De enige informatie over de inning van boeten is deze ingewonnen door het Rekenhof en via parlementaire vragen. Die laatste informatie is volgens het Rekenhof fragmentarisch en twijfelachtig. Die opmerking is terecht. Uit het antwoord op eerdere mondelinge vragen kon immers worden afgeleid dat in 75 procent van de dossiers de boetes daadwerkelijk worden ingevorderd en dat deze invorderingen de helft uitmaken van het totale bedrag aan penale boeten. Uit de recente audit van het Rekenhof blijkt dat de invorderingsgraad slechts 50 procent is van het aantal dossiers en 30 à 40 procent van het totaalbedrag.

De belangrijkste aanbeveling van het Rekenhof is de oprichting van een centrale instantie voor de invordering van penale boeten. Dit stond al in de teksten van de superministerraad Veiligheid in maart 2004, maar men is nog niet verder gekomen dan het stadium van de werkgroepen.

Wat is de totale opbrengst van de strafrechtelijke boeten in 2005 en 2006? Hierna volgen een aantal vragen waarop ik graag het antwoord krijg per ontvangkantoor en per jaar. Hoeveel dossiers dienden verwerkt te worden en voor welke totaalbedragen? Welk percentage hiervan werd volledig, gedeeltelijk of niet geïnd? In hoeveel dossiers werd geoordeeld dat het om niet-invorderbare dossiers ging? In hoeveel dossiers en voor welke totaalbedragen werd overgegaan tot gedwongen invordering via een gerechtsdeurwaarder? Hoeveel ontvangers staan in voor de invordering? Wat is de gemiddelde termijn binnen dewelke een boete wordt overgemaakt aan de griffies? Welke ontvangkantoren krijgen die informatie elektronisch? Welke ontvangen

een gedetailleerde berekening van het in te vorderen bedrag? Wordt overal dezelfde procedure gevolgd? Hoe zijn de verschillen te verklaren? Welke maatregelen zullen door Patrimoniumdocumentatie worden genomen? Is de minister voorstander van centralisatie naar Nederlands model?

02.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De Patrimoniumdocumentatie int allerlei boeten. Naast minnelijke schikkingen en onmiddellijke inningen zijn er de boeten en veroordelingen uitgesproken door hoven en rechtbanken. In 2005 bedroegen de bruto-opbrengsten van de boeten uitgesproken door hoven en rechtbanken 52.888.414 euro, in 2006 was dat 55.858.811 euro, maar dat is nog een voorlopig cijfer. Ik overhandig de heer Devlies een tabel met de opsplitsing per jaar en per ontvangkantoor en met de bedragen die per jaar via een gerechtsdeurwaarder werden geïnd.

Over het algemeen is er per gerechtelijk arrondissement één ontvanger belast met de inning van de strafrechtelijke boeten, met uitzondering van het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde, waar een opsplitsing wordt gemaakt over drie kantoren. In het gerechtelijke arrondissement Eupen is er geen eigen ontvangkantoor der domeinen en penale boeten. Het registratiekantoor in Eupen en in Sankt-Vith is daar bevoegd.

Voor alle kantoren belast met de invordering gelden dezelfde instructies.

Het idee van een centraal incassobureau zoals in Nederland bestaat al geruime tijd. Men beschikt daar over een indrukwekkend wettelijk arsenaal om de schuldenaars tot betaling aan te zetten, over een uitstekende ICT-infrastructuur en over een duizendtal medewerkers. Dat spreekt tot de verbeelding van sommigen. Nochtans bestaat in België een dergelijke dienst, namelijk de administratie van de niet-fiscale invordering. Sinds Coperfin resulteerden vergaderingen tussen de kabinetten Justitie en Financiën tot een aantal bepalingen in de wet houdende diverse bepalingen van 27 december 2006. Er waren vergaderingen met de vertegenwoordigers van de parketten, met de stafdienst ICT van Justitie en met Nationale Kamer van de Gerechtsdeurwaarders om de gegevensuitwisseling te bevorderen en op ICT-gebied samen te werken. Op het begrotingsconclaf van maart 2007 heeft de Ministerraad benadrukt dat de betrokken overheidsdiensten de gegevensuitwisseling zo snel mogelijk moeten implementeren.

Op dit ogenblik ontvangen slechts twaalf kantoren de uittreksels van de vonnissen per e-mail of diskette. Daarvan krijgen twee kantoren de uittreksels van de correctionele rechtbank elektronisch en slechts één kantoor krijgt ook die van een hof van beroep via elektronische weg. Voor die drie kantoren zijn de aldus verkregen uittreksels echter nog maar in zeer beperkte mate bruikbaar.

Het is de bedoeling de inning en invordering te verbeteren, de processen te stroomlijnen en alle partners in de keten optimaal te laten samenwerken. Indien de onderhandelingen met de gerechtsdeurwaarders positief aflopen, zullen de resultaten daarvan op korte termijn zichtbaar zijn. Maar de verbeteringen bij Financiën lost men de problemen op Justitie nog niet op: behoudens wat de politierechtbanken betreft is de elektronische informatie-uitwisseling met de griffies verre van ideaal. Er is een gelijktijdige automatisering nodig. Het project STIMER bij Financiën werd pas in januari 2007 opgestart. Het is nog even wachten op het resultaat. Er is tevens een overlegplatform Financiën-Justitie nodig.

02.03 **Carl Devlies** (CD&V): De minister moet toegeven dat er de laatste zeven jaar weinig werd gerealiseerd. Dat er een overlegplatform nodig is, wisten we zeven jaar geleden ook al. De voorzitter van de subcommissie voor het Rekenhof heeft gepoogd de verantwoordelijken van Justitie en Financiën samen te brengen, maar dat bleek onmogelijk. Er vond een vergadering plaats met elk departement afzonderlijk. Uiteindelijk schuiven beide departementen alle verantwoordelijkheid van zich af en geven zij elkaar de schuld voor het falen.

Het STIMER-project zal pas over zes jaar operationeel zijn, dat is dertien jaar na het eerste advies van het Rekenhof.

Uit de audit van het Rekenhof blijkt ook dat bij Financiën niemand rekenschap aflegt. Dat is nochtans nodig

om het proces te kunnen sturen en de minister moet daarop toezien. Niemand blijkt op de hoogte te zijn van wat zich onder hem afspeelt, niemand blijkt uiteindelijk verantwoordelijk.

Er werd dus zeven jaar lang geen rekening gehouden met de adviezen van het Rekenhof. De departementen Financiën en Justitie blijven allebei in gebreke. Ik dien dan ook een motie van aanbeveling in.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Carl Devlies en luidt als volgt:

“De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Carl Devlies

en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Financiën,

vraagt de minister

- een centrale invorderingsinstantie op te richten;
- van de invordering van de strafrechtelijke geldboeten een prioriteit te maken;
- een geïntegreerd informatie- en rapporteringssysteem uit te werken;
- werk te maken van een uniforme invorderingsprocedure.”

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem en door de heren Luc Gustin, Luk Van Biesen en Jacques Chabot.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

02.04 Luk Van Biesen (VLD): Ik wil de eenvoudige motie even toelichten. Wij hebben dit uitvoerig besproken in de subcommissie Rekenhof. Het verslag, dat vandaag werd goedgekeurd en volgende week in deze commissie wordt besproken, bevat elementen om tot een beter bestuur, een betere coördinatie van beide departementen en uiteindelijk een betere inning van de patrimoniale straffen te komen.

03 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de evaluatie van de DAVO op basis van het verslag 2005" (nr. 14936)

03.01 Muriel Gerkens (ECOLO): Op 7 maart jongstleden hebben we de voorzitter van de evaluatiecommissie van de Dienst voor Alimentatievorderingen (DAVO) gehoord over het verslag van 2005. Hij bevestigde dat te weinig kinderen toegang hebben tot de voorschotten op onbetaalde alimentatievorderingen, en dit door de bij wet bepaalde inkomensgrens.

Bovendien heeft uw regering beslist om middels de kinderbijslag een bijkomend bedrag van twintig euro toe te kennen aan eenoudergezinnen met een inkomen lager dan 1.152 euro. Dat brengt ons weer bij het probleem van de inkomensgrens.

Ik vraag me af of die maatregel niet beter wordt vervangen door de afschaffing van de inkomensgrens die toegang geeft tot de voorschotten op de alimentatievorderingen. De regering heeft haar keuze ondertussen echter bevestigd en weigert die inkomensdrempel op te trekken.

Moet er geen studie worden uitgevoerd teneinde na te gaan welke middelen moeten worden vrijgemaakt om aan de werkelijke noden van de betrokken gezinnen tegemoet te komen? Zolang men niet over dergelijke studie beschikt, denk ik niet dat er vooruitgang kan worden geboekt. Door het probleem nu meteen aan te pakken, zou alles in gereedheid kunnen worden gebracht om de financiering van de DAVO vanaf januari 2008 te verbeteren.

03.02 Minister Didier Reynders (Frans): De voorwaarden waaronder voorschotten op het alimentatiegeld kunnen worden toegekend, moeten door het Parlement worden vastgelegd.

Men heeft jarenlang getracht een dienst voor alimentatievorderingen uit de grond te stampen, waarbij op

diverse ministers een beroep werd gedaan, zonder dat er echter vooruitgang werd geboekt. Ik heb dan voorgesteld dat men daarvoor de diensten van het departement Financiën zou inschakelen.

Ik hoor vaak beweren dat de lokale overheden overspoeld worden met taken die hun door de federale overheid worden opgedrongen. Ik stel vast dat het in het dit geval net omgekeerd is.

De afschaffing van de inkomensgrens zou een weerslag op de begroting hebben. Indien de grens wordt opgetrokken, zouden de voorschotten ons uiteraard meer kosten. Volgens sommigen zou men het geld gemakkelijker van de schuldenaar moeten kunnen terugvorderen, maar dat is niet zo zeker vermits de bedragen hoger zouden liggen.

Ik sta open voor het debat, maar er is geen meerderheid om naar een volledige openheid te evolueren en dat is de reden waarom ik voorgesteld heb om voortgang te maken met betrekking tot de grensbedragen.

Het is jammer dat men stelt dat de DAVO slecht zou werken omdat geen voorschotten worden toegekend aan personen met een hoger inkomen. Dat probleem heeft niets te maken met de werking van de dienst, maar het gaat om een politieke beslissing die moet worden genomen.

Met betrekking tot de door u aangehaalde gegevens beschikt de DAVO niet over alle informatie.

Wat het optrekken van de kinderbijslag voor eenoudergezinnen met twintig euro betreft, geef ik toe dat ik mij wat ongemakkelijk voel. Wij hebben ervoor gekozen de kinderbijslag met twintig euro te verhogen om de eenoudergezinnen die niet wettelijk gescheiden zijn en dus geen aanspraak kunnen maken op onderhoudsuitkeringen niet in de kou te laten staan.

Een universitaire studie lijkt me inderdaad nuttig. De Kamer zou er wellicht ook aan kunnen meewerken. De evaluatiecommissie kan er misschien middelen voor uittrekken.

03.03 Muriel Gerkens (ECOLO): Die inkomensgrens heeft me altijd al ontsteld. We hebben ons erg moeilijk met het standpunt van de Franstalige en Nederlandstalige socialistische familie kunnen verzoenen. Zij hebben immers geëist dat die inkomensgrens zou worden ingesteld, terwijl dat nu precies de DAVO ten euvel wordt geduid.

Een studie is onontbeerlijk om het systeem te kunnen wijzigen. Blijkbaar blijft er bij de politieke vertegenwoordigers echter enige terughoudendheid bestaan.

Met mijn voorstel om de inkomensgrens af te schaffen, wil ik een einde maken aan een zekere hypocrisie die thans bestaat. Sommige gezinnen zien immers zowel het voorschot op de alimentatievordering als de bijkomende twintig euro kinderbijslag aan hun neus voorbijgaan.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Simonne Creyf aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het renovatieplan van het Koninklijk Conservatorium van Brussel" (nr. 14999)

04.01 Simonne Creyf (CD&V): Het Koninklijk Conservatorium van Brussel, dat in een architecturaal paretje huist en internationale bekendheid geniet, wees de federale regering onlangs nogmaals op de erbarmelijke staat van de grote concertzaal. Onlangs werd zelfs een concert stilgelegd omdat er water binnensijpelde. De bestaande restauratieplannen blijken echter moeilijk te kunnen worden uitgevoerd wegens de bevoegdheidsversnippering en de complexiteit van het dossier.

De woordvoerder van de Regie der Gebouwen - dat de concertzaal beheert - zei onlangs dat er in april zou worden overlegd met de Gemeenschappen. Is dat al gebeurd? Is er een akkoord? Wanneer begint de renovatie? Hoelang zullen de werken duren? Hoeveel geld wordt vrijgemaakt? Zijn er alternatieven om de activiteiten van het Conservatorium tijdens de renovatie zo normaal mogelijk te laten verlopen?

04.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Alvorens te overleggen met de Gemeenschappen, willen mijn diensten de denksporen onderzoeken die tot een juridische, administratieve, technische en financiële

oplossing kunnen leiden. Bovendien willen ze zicht krijgen op de omvang van de operatie. Momenteel worden contacten gelegd en inlichtingen verzameld.

Komt het later tot een schriftelijk akkoord met de Gemeenschappen inzake het juridische statuut van het conservatorium, dan kunnen de voorbereidende werken voor de totale restauratie starten. Er zal een studieteam moeten worden aangesteld dat een masterplan uitwerkt voor de volledige site. Het studiewerk zal vermoedelijk een jaar duren. Daarna kan de termijn worden bepaald die nodig is om de volledige site gefaseerd te restaureren. In afwachting kunnen eventueel wel al werken worden uitgevoerd die de toekomstige invulling van het gebouw niet hypothekeren, zoals de restauratie van het dak en van de geklasseerde gevels.

De werken worden gefaseerd uitgevoerd om de werking van de beide conservatoria zo weinig mogelijk in het gedrang te brengen. Voor het onderwijs kunnen de conservatoria de filialen in de buurt van de Regentschapsstraat gebruiken. Voor concerten kan worden uitgeweken naar onder meer Bozar en KMSK.

Ik heb contact gehad met de voorzitter van de commissie waarin de beide Gemeenschappen zijn vertegenwoordigd, en was verbaasd over de vele reacties. Er bestaan uiteenlopende visies.

04.03 **Simonne Creyf** (CD&V): De renovatie werd jaren geleden al aangekondigd, maar we staan nog steeds geen stap verder. Ik begrijp zeer goed dat de mensen op het terrein ongeduldig worden. Dit complexe dossier kan enkel worden opgelost in overleg en met veel goede wil. Het is veelzeggend dat de vzw Conservamus inmiddels meer dan 7.000 handtekeningen heeft verzameld via een petitie. Hopelijk heeft de overheid snel een uitvoerbaar plan klaar.

De **voorzitter**: Als Brusselaar deel ik de bekommernis van mevrouw Creyf. Vóór de volgende editie van de Koningin Elisabethwedstrijd moet de concertzaal in ieder geval worden geverfd en moet het dak erboven worden gedicht. Ik durf er zelf niet meer heen te gaan omdat ik me in het bijzijn van buitenlandse bezoekers schaam voor het imago van ons land!

De **voorzitter**: Het is normaal dat de complete studie een jaar in beslag neemt. Alle acties die moeten worden ondernomen, zijn echter niet even dringend!

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de informatisering van de patrimoniumdocumentatie" (nr. 15000)**

05.01 **Carl Devlies** (CD&V): Sinds 13 januari 2003 moeten de ambtenaren van het kadaster de akten elektronisch inschrijven. Vroeger gebeurde dat manueel. Klopt het dat de elektronische gegevens van de akten die de laatste drie jaar via LOCO werden ingevoerd, verloren gingen bij de overschakeling naar het FUN-programma (Fiche Uniek Nummer)? Klopt het dat geen back-ups werden gemaakt? Hoe moeten de voorwaarden van het klein beschrijf dan worden gecontroleerd? Is de administratie of een privéonderneming verantwoordelijk voor de overschakeling naar FUN?

05.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De ambtenaren van de registratiekantoren verwerken de akten op het moment van de registratie. Via het programma FUN wordt de kadastrale documentatie nadien automatisch aangepast. Als verdere behandeling nodig is, krijgt de bevoegde ambtenaar van het kadaster het dossier elektronisch aangeleverd via FUN.

Bij de overschakeling van LOCO naar FUN is geen enkel gegeven verloren gegaan. Van 3 tot 5 juni 2006 werden de nodige back-ups gemaakt en stond personeel van ICT-Financiën in voor de gefaseerde overschakeling. Businessmedewerkers voerden daarbij de nodige testen uit. Zonder die beveiligingsmaatregelen zou er sprake geweest zijn van een gebrek aan professionalisme.

De voorwaarden van artikel 53,2° van het Wetboek Registratierechten kunnen probleemloos worden

gecontroleerd voor alle dossiers die sinds 13 januari 2003 zijn ingevoerd. De controle zal - samen met andere controles - automatisch verlopen op basis van de gegevens in FUN, na vergelijking met andere gegevensbanken. De dossiers waarvoor aanvullende rechten verschuldigd zijn, worden automatisch opgenomen in het programma RESPO. Via dit programma kan de bevoegde ontvanger de elektronische invorderingsdossiers beheren en opvolgen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de plenaire vergadering van de pilootgroep voor innovatieve financieringsbronnen voor ontwikkeling in Oslo" (nr. 15004)

06.01 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): Op de tweede plenaire vergadering van de zogenaamde pilootgroep voor innovatieve financieringsbronnen voor ontwikkeling - op 6 en 7 februari 2007 in Noorwegen - was ook België vertegenwoordigd. In 2004 keurde ons land de Tobintaks - toch ook een innovatieve financieringsbron - goed, maar voor de invoering is het wachten op de andere EU-landen. De Kamer keurde in 2005 een resolutie goed die de regering vraagt alle bilaterale en multilaterale contacten aan te knopen om andere landen te overtuigen van het nut van de taks.

Wie vertegenwoordigde de Belgische regering in Noorwegen? Welk mandaat hadden de vertegenwoordigers? Aan welke werkgroepen namen ze deel? Welke voorstellen deden ze? Hebben ze erop gewezen dat ons land de Tobintaks heeft goedgekeurd? Hoe hebben ze de andere landen ervan proberen te overtuigen eveneens een Tobintaks in te voeren?

06.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Op 6 en 7 februari 2007 ging de tweede plenaire vergadering van de pilootgroep voor innovatieve financieringsbronnen voor ontwikkeling door. België werd vertegenwoordigd door een ambtenaar van de FOD Financiën van de Thesaurie en een ambtenaar van Ontwikkelingssamenwerking.

Men behandelde op deze conferentie een brede waaier aan financieringsmechanismen die men in mindere of meerdere mate als innovatief kan bestempelen. Het gaat hier onder meer om de solidariteitsbijdrage op vliegtuigtickets en een heffing op wisseltransacties. De Belgische vertegenwoordigers namen deel aan de workshops over *advanced market commitments* en *remittances*. De Belgische wetgeving rond de heffing op wisseltransacties is genoegzaam bekend binnen en buiten de EU. Italië heeft er trouwens aangekondigd dat het ter zake vergelijkbare wetgeving zal invoeren.

06.03 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): Ik betreur dat de twee Belgische vertegenwoordigers kozen voor deze workshops. Zij hadden uitvoering moeten geven aan de resolutie die de Kamer heeft aangenomen en bijgevolg moeten deelnemen aan de werkgroep-Tobin. Het recentste rapport van de Bank voor Internationale Betalingen vermeldt dat er enkele jaren geleden jaarlijks voor 1.900 miljard euro wisselkoerstransacties waren. Volgens specialisten zullen we binnenkort dagelijks gemiddeld 3.000 miljard euro aan wisselkoerstransacties halen.

Tot slot lees ik u een fragment uit het hoofdartikel van *l'Echo* van 13 april 2007 voor: "...bevestiging dat de vreemde valuta's een volwaardige categorie activa zijn geworden en het voorwerp van speculaties uitmaken die, als men niet oppast en gelet op de verhandelde volumes, ooit de speculatieve taks van George Soros tegen het Engelse pond in 1992 tot een onschuldige anekdote zullen herleiden."

Wanneer zal men eindelijk inzien dat men paal en perk moet stellen aan speculatieve wisselkoerstransacties? De Tobintaks is een stap in de goede richting en een innovatieve bron om de Noord-Zuiduitdagingen te financieren. Bij het begin van de volgende regeerperiode dien ik opnieuw een resolutie in waarin ik de nieuwe minister van Financiën en de nieuwe minister van Ontwikkelingssamenwerking probeer te overtuigen om internationaal actief te pleiten voor de invoering van een Tobintaks.

Het incident is gesloten.

07 Interpellatie van de heer Carl Devlies tot de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de opvolging van FBB-dossiers" (nr. 1078)

07.01 Carl Devlies (CD&V): Dit gaat opnieuw over het delicate raakpunt tussen Financiën en Justitie. De dossiers over het Forfaitaire gedeelte van de Buitenlandse Belasting (FBB) hebben een belangrijke financiële impact, omdat door verjaring vele honderden miljoenen euro voor de Belgische Staat verloren zouden gaan.

De voorzitter van de commissie Financiën heeft de minister van Justitie reeds ondervraagd over het onderwerp. De aangelegenheid betreft ook de minister van Financiën, want het gaat over een vordering van de FOD Financiën die aanvankelijk gericht was aan veertien verschillende banken. De fiscus diende klacht in in 1995. Vanaf dan begon de verjaringstermijn van tien jaar te lopen. Van de veertien dossiers werden er negen geklasseerd. Volgens de raadkamer te Brussel zijn twee dossiers verjaard. Drie dossiers zijn nog hangende.

De Brusselse onderzoeksrechter Van Espen verklaarde dat door een gebrek aan speurders een aantal dossiers nooit tot op het bot werd onderzocht. De minister van Justitie heeft hier dus zeker een politieke verantwoordelijkheid, maar ook de minister van Financiën moest het dossier opvolgen na de klacht uit 1995.

Welke initiatieven heeft men de voorbije jaren genomen om erop toe te zien dat Justitie en het parket te Brussel voldoende aandacht besteden aan deze dossiers om verjaring te vermijden? Het parket heeft beroep aangetekend. Het is abnormaal dat negen dossiers zonder meer worden geklasseerd. In de vijf andere dossiers riskeert men een verjaring. Dit is een zaak van fraudemechanismen van grote financiële instellingen met grote belangen voor de Belgische Staat. Hoe staat de minister van Financiën tegenover deze kwestie?

07.02 Minister Didier Reynders (*Nederlands*): Het is niet aan de minister van Financiën om zich uit te spreken over de manier waarop het Brussels parket de gerechtelijke onderzoeken inzake FBB opvolgt. Toch wens ik enkele verduidelijkingen aan te brengen.

Inzake de FBB-mechanismen werd er vanuit Italië en Korea door de fiscale administraties geen informatie gestuurd naar het Belgische parket. Dit was wel het geval voor de mechanismen in Uruguay. Er waren geen klachten in verband met de banken die deze mechanismen opzetten in Italië of Korea, noch over de organiserende banken, noch over de bedrijven die de betwiste fiscale producten afnemen. Op initiatief van het Brusselse parket werd vanaf 1997 wel een onderzoek gevoerd. Vanuit mijn departement was er geen sprake van enige informatie-uitwisseling. Dit alles gebeurde vóór mijn aantreden als minister.

Om een geharmoniseerde behandeling van alle dossiers te waarborgen heeft de administratie voor het FBB-geschil een ondersteuningsgroep van ongeveer twintig ambtenaren opgericht. Deze groep centraliseert de raadpleging van de dossiers van de gerechtelijke onderzoeken, alsook het beheer van het FBB-geschil van de ongeveer vierhonderd bedrijven die gebruik maken van deze mechanismen. Op initiatief van deze ondersteuningsgroep werden over enkele dossiers van belastingplichtigen die het mechanisme hebben aangewend, al aanvullende strafrechtelijke klachten geformuleerd.

Het parket van Brussel is op 14 maart 2007 inderdaad in beroep gegaan tegen de beschikking van de raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 6 maart 2007. De FOD Financiën heeft dus wel degelijk een aantal maatregelen genomen.

07.03 Carl Devlies (CD&V): De informatie over Italië en Korea is nieuw voor mij. De dossiers-Uruguay hebben deel uitgemaakt van de klacht in 1995 en de andere dossiers zijn er nadien bijgekomen. Ik veronderstel dat het departement Financiën in deze dossiers de mening deelde van het parket. Ik mag toch veronderstellen dat Financiën geen onderscheid heeft gemaakt tussen de behandeling van de dossiers uit de drie landen.

07.04 Minister Didier Reynders (*Nederlands*): Ik heb alleen gezegd dat het in 1997 enkel op basis van een initiatief van het parket zelf mogelijk was om de dossiers-Italië en -Korea te behandelen. Dus niet op basis van klachten of informatie-uitwisseling vanuit Financiën. Ik was op dat ogenblik nog niet verantwoordelijk voor dat departement.

07.05 Carl Devlies (CD&V): Een groep van twintig ambtenaren is een heel belangrijke logistieke

ondersteuning vanwege Financiën. Het verwondert mij des te meer dat negen van de veertien dossiers zonder meer werden geklasseerd en dat de onderzoeksrechter zegt dat deze dossiers bij gebrek aan speurders niet zijn behandeld. De andere vijf dossiers worden zo traag behandeld dat een verjaring dreigt. Samen met andere commissieleden hoop ik dat het beroep tegen de beschikking van de raadkamer succesvol mag zijn. Aangezien er heel belangrijke financiële belangen op het spel staan voor de Belgische Staat, betreur ik dat het onderzoek uiterst lang aansleept.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Carl Devlies en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Carl Devlies

en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Financiën,

- stelt vast dat de minister van Financiën onvoldoende de behandeling door de parketten van een aantal grote fiscale fraudedossiers, in het bijzonder frauduleuze constructies met de forfaitaire buitenlandse belasting, heeft opgevolgd;

- is van oordeel dat de minister van Financiën hiervoor de politieke verantwoordelijkheid draagt."

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem en door de heren Luc Gustin, Luk Van Biesen en Jacques Chabot.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

08 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de wettelijkheid van de belastingheffing voor de landbouwsector en de gevolgen van het Europees systeem" (nr. 15010)

08.01 Jacques Chabot (PS): U hebt beslist dat het bedrag van de premies en uitkeringen die aan de bijzondere belastingvoet van 16,5 procent zijn onderworpen en die voor 2005 door de op forfaitaire basis belaste landbouwers moeten worden aangegeven, identiek zal zijn aan het bedrag dat voor 2004 werd aangegeven. Als het bedrag voor 2004 hoger is dan het bedrag voor 2005, zal dat laatste in rekening worden gebracht.

Mag men in het kader van het forfaitaire belastingstelsel afwijken van wetsregels zoals de bepaling dat de belasting dient te worden geheven op het inkomen dat tijdens de belastbare periode werd ontvangen?

Welke elementen uit het nieuwe Europese systeem hebben uw beslissing gerechtvaardigd?

08.02 Minister Didier Reynders (Frans): Mijn beslissing is gestoeld op de wijziging van de regelgeving en de toekenningsmodaliteiten voor bepaalde landbouwpremies, met name de invoering van het stelsel van de eenmalige betaling, zoals in het nieuw Europese systeem bepaald.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het niet-uitbetalen van achterstallen aan geslaagden voor examens die door de FOD Financiën werden georganiseerd" (nr. 15011)

09.01 Jacques Chabot (PS): Uw departement heeft een examen voor eerstaanwezende verificateur georganiseerd evenals een test in het kader van de 'gecertificeerde opleiding'. Klopt het dat sommige ambtenaren bij Financiën die test nog hebben moeten afleggen terwijl ze al wisten dat ze geslaagd waren voor het examen van 'fiscaal deskundige'?

Ik verneem bovendien dat de personen die niet zijn geslaagd hun opleidingspremie tot in september 2006 hebben ontvangen, maar dat het bedrag van die opleidingspremie in mindering werd gebracht op de competentietoelage van diegenen die wel zijn geslaagd. Welke wettelijke of reglementaire bepalingen rechtvaardigen die aftrek? Op 6 november 2006 hebben de geslaagde ambtenaren een dienstorder ontvangen inzake een incompetitiestelling met het oog op een bevordering door verhoging in de graad van fiscaal deskundige bij de administratie der directe belastingen. Het overeenstemmende barema werd echter

pas vanaf 1 februari 2007 toegepast. Welke maatregelen kan u nemen om een einde te maken aan die onrechtvaardige toestand?

09.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): De terugbetaling van een deel van de vormingspremies ontleent haar rechtsgrond aan het ministerieel besluit van 14 september 1989. De reglementaire beschikkingen bepalen voorts dat de geslaagden voor het examen van eerstaanwezend verificateur benoemd worden in een openstaande betrekking van de graad van fiscaal deskundige, aangezien de betrokken ambtenaren op 1 februari 2007 hun nieuwe functie daadwerkelijk in hun nieuwe betrekking uitgeoefend hebben. Ze werden op die datum waarop ze hun ambt hebben opgenomen, benoemd. Er is geen andere wettelijke basis op grond waarvan de achterstallen kunnen worden betaald voor de periode voorafgaand aan de datum waarop ze effectief hun ambt hebben opgenomen.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het beroep dat werd gedaan op het advocatenkantoor van ULB-professor Marc Uyttendaele" (nr. 15020)**

10.01 **Francis Van den Eynde** (*Vlaams Belang*): Ik heb deze vraag op 27 februari aan de diverse ministers in schriftelijke vorm gesteld. Van een aantal kreeg ik nog steeds geen antwoord. Daarom stel ik ze nu mondeling.

Ik wens te weten hoe vaak minister Reynders tijdens de jaren 2003 tot 2006 een beroep deed op het advocatenkantoor van de heer Marc Uyttendaele. Welke bedragen werden aan dat kantoor uitbetaald? De minister hoeft niet bang te zijn om te antwoorden, want minister Onkelinx, die toch een bijzondere band heeft met dat kantoor, heeft zonder schroom geantwoord op dezelfde vragen.

10.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Er werd door de FOD Financiën tijdens die periode geen beroep gedaan op het advocatenkantoor Uyttendaele.

10.03 **Francis Van den Eynde** (*Vlaams Belang*): Ik heb deze vraag in diverse commissies gesteld en het valt me op dat het vooral de MR-ministers zijn die nooit een beroep deden op de diensten van het kantoor in kwestie.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van de heer Luk Van Biesen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de interpretatie van de belastingvrijstelling van prijzen en subsidies betaald of toegekend aan geleerden, schrijvers of kunstenaars" (nr. 15053)**

11.01 **Luk Van Biesen** (*VLD*): Artikel 53 van het KB tot uitvoering van het WIB 92 somt de instellingen op die in aanmerking komen voor de belastingvrijstelling uit artikel 90 van het WIB. Zo zijn prijzen en subsidies voor geleerden, schrijvers of kunstenaars boven 3.250 euro vrijgesteld van inkomstenbelasting als aan bepaalde voorwaarden is voldaan. Er rijst echter een interpretatieprobleem met betrekking tot de erkende instellingen die worden opgesomd in de tweede alinea van artikel 53 van het KB.

De Gemeenschappen en Gewesten zijn volgens het artikel erkend. Wat moet hieronder worden begrepen? Gaat het om alle openbare instellingen of agentschappen die onder de Gewesten of de Gemeenschappen ressorteren? Of gaat het enkel om de instellingen die vervolgens expliciet in het artikel worden opgesomd? Als dat zo is, welke procedure moeten de andere instellingen en agentschappen dan volgen om in aanmerking te komen voor deze vrijstelling?

11.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Met de 'Gemeenschappen' en 'Gewesten' wordt in artikel 53 van het KB bedoeld: de daarmee overeenstemmende rechtspersonen. Dat wil dus zeggen de rechtspersoon 'Vlaamse Gemeenschap' en de rechtspersoon 'Vlaams Gewest'. De door hen opgerichte instellingen met een eigen rechtspersoonlijkheid worden daar dus niet mee bedoeld.

Als een instelling die nog niet in de lijst van dit KB werd opgenomen, in aanmerking wil komen voor de

vrijstelling van belasting, moet zij een aanvraag tot erkenning indienen bij de minister van Financiën. Als het administratief onderzoek uitwijst dat de instelling aan de voorwaarden voldoet, zal zij in de in het KB vermelde lijst worden opgenomen.

Het incident is gesloten.

12 Samengevoegde vragen van

- de heer Luc Gustin aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de aftrek voor risicokapitaal" (nr. 15064)
- de heer Luc Gustin aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de aftrek voor risicokapitaal" (nr. 15065)
- de heer Luc Gustin aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de aftrek voor risicokapitaal" (nr. 15066)

12.01 Luc Gustin (MR): U heeft gezegd dat in het geval van een onroerend goed dat gedeeltelijk voor beroeps- en privédoeleinden wordt gebruikt, de aftrek voor risicokapitaal kan worden toegepast op de nettoboekwaarde van het gedeelte dat voor beroepsdoeleinden wordt gebruikt. Kan u me bevestigen dat die aftrek ook wordt toegepast wanneer de benedenverdieping van een gebouw volledig voor beroepsdoeleinden en de bovenverdiepingen uitsluitend voor privédoeleinden worden gebruikt?

In bepaalde gevallen zou een dochteronderneming van een internationale groep er belang bij kunnen hebben om niet de volledige aftrek voor risicokapitaal waarop ze recht heeft, te eisen. Kan u bevestigen dat een onderneming het recht heeft om aan de volledige aftrek te verzaken? Hoe zal het deel van de aftrek waarop geen aanspraak werd gemaakt, achteraf behandeld worden?

Artikel 205*quater*, § 6, van het WIB 92 bepaalt dat de aftrek voor risicokapitaal met 0,5 procent wordt verhoogd ten name van de vennootschappen die op grond van de in artikel 15, § 1, van het Wetboek van vennootschappen bepaalde criteria als kleine vennootschappen worden aangemerkt. Op grond van welke criteria wordt een vennootschap als "klein" aangemerkt?

12.02 Minister Didier Reynders (Frans) Bij de vaststelling van de berekeningsbasis voor de aftrek voor risicokapitaal, wordt enkel rekening gehouden met de boekhoudkundige waarde van het gedeelte van de onroerende goederen die geenszins voor privédoeleinden worden gebruikt. Bij de beoordeling van dat begrip wordt uitgegaan van de feiten die eigen zijn aan elke situatie.

Wanneer een vennootschap tijdens een aanslagjaar geen aanspraak maakt op de aftrek voor risicokapitaal, kan die naar een later belastingjaar worden overgedragen.

In antwoord op uw derde vraag, zijn de criteria die in aanmerking moeten worden genomen die welke bij artikel 15, § 1 van het Wetboek van vennootschappen worden vastgesteld, namelijk dat voor het laatste en het voorlaatste afgesloten boekjaar een van de volgende criteria niet mag worden overschreden: jaargemiddelde van het personeelsbestand: 50; jaaromzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde: 7.300.000 euro en balanstotaal: 3.650.000 euro, tenzij het jaargemiddelde van het personeelsbestand meer dan 100 bedraagt. Die criteria moeten worden getoetst aan de § 2 tot 5 van artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.02 uur.